



Communiqué de presse

Paris, le 16 mars 2024

En grève le 19 mars pour nos salaires, contre les groupes de niveau, pour des moyens pour l'école publique !

SUD éducation appelle avec l'intersyndicale à la grève le 19 mars dans le cadre d'une journée d'action de toute la Fonction publique pour les salaires.

Dans l'Éducation nationale et l'Enseignement supérieur, cette grève prend un tour particulier depuis l'annonce des économies imposées sur le budget 2024 et sur celui de 2025 : le gouvernement impose à notre secteur une austérité brutale. Les deux ministères sont en peine pour trouver les budgets sur lesquels économiser : en effet, il manque de tout !

Les personnels sont trop peu rémunérés pour que les métiers soient attractifs : le ministère peine à recruter des enseignant·es, des CPE, des AESH, des personnels médico-sociaux...

Ces coupes budgétaires rendent impossible le recrutement en cours d'année de personnels pour assurer à chaque classe d'avoir un·e professeur·e.

Nous avons pourtant besoin de recruter massivement pour baisser le nombre d'élèves par classe et pour permettre aux personnels d'exercer leur droit à la formation. L'école publique est à un point de rupture, incapable de répondre aux défis de la société d'aujourd'hui : réduction des inégalités, école inclusive, rénovation écologique du bâti...

Attal disait emmener avec lui à Matignon "la cause de l'école": on aurait préféré qu'il laisse l'école tranquille ! Alors que l'ensemble de la communauté éducative

Fédération SUD Éducation
M 31 rue de la Grange aux Belles,
75010 Paris

n 01 58 39 30 12
efede@sudeducation.org
uwww.sudeducation.org
Ftiyi

dénonce le Choc des savoirs et en particulier les groupes de niveau au collège, Attal s'entête à imposer sa lubie au ministère de l'Éducation nationale. Sa réforme est contestée sur le fond : les personnels refusent de trier les élèves, et sur la forme : en cassant les classes, l'enseignement imposé en groupes fragilise les élèves, désorganise les services et les emplois du temps et rend impossibles tous les dédoublements des autres disciplines.

Attal continue de marteler sa volonté d'imposer des groupes de niveau malgré la disparition du qualificatif "de niveau" des textes à venir. Pour cela, il a annoncé aux chef-fes d'établissement que les cours en classe entière ne pourraient excéder 10 semaines sur les 36 semaines d'enseignement : une consigne bien trop stricte et inapplicable. Il n'y a aucune souplesse dans cette nouvelle contrainte.

Attal ne peut imposer, seul depuis Matignon, l'organisation du service public d'éducation : on ne réforme pas l'Éducation nationale contre le ministère de l'Éducation nationale lui-même !

Attal n'a pas tiré les leçons du fiasco de la réforme du bac Blanquer : imposée dans la précipitation, contre l'avis de la communauté éducative, elle est détricotée un peu plus chaque année.

SUD éducation appelle à se mobiliser par la grève le 19 mars et à échanger sur les suites à donner à cette grève.

Attal veut nous imposer une réforme de casse de l'école publique, mobilisons-nous massivement pour l'en empêcher !